

Document: EB 2020/131/R.X  
Point de l'ordre du jour: X  
Date: 21 octobre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Français

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette**

#### **République centrafricaine**

### **Projet de renforcement de la productivité et de l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans les savanes (PRAPAM)**

**Numéro du projet:** 2000002442

#### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Nadine Gbossa**

Directrice régionale par intérim  
Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
téléphone: +39 06 5459 2388  
courriel: n.gbossa@ifad.org

**Ndihokubwayo Emime**

Directrice de pays  
téléphone: +237659173884  
courriel: e.ndihokubwayo@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>v</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	5
<b>III. Risques</b>	<b>9</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette.	10
<b>IV. Exécution</b>	<b>11</b>
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	12
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>13</b>

### Appendices

- I. Accord de financement négocié (Le document sera mis à disposition avant la séance.)
- II. Cadre logique
- III. Matrice intégrée des risques du projet

---

#### Équipe d'exécution du projet

---

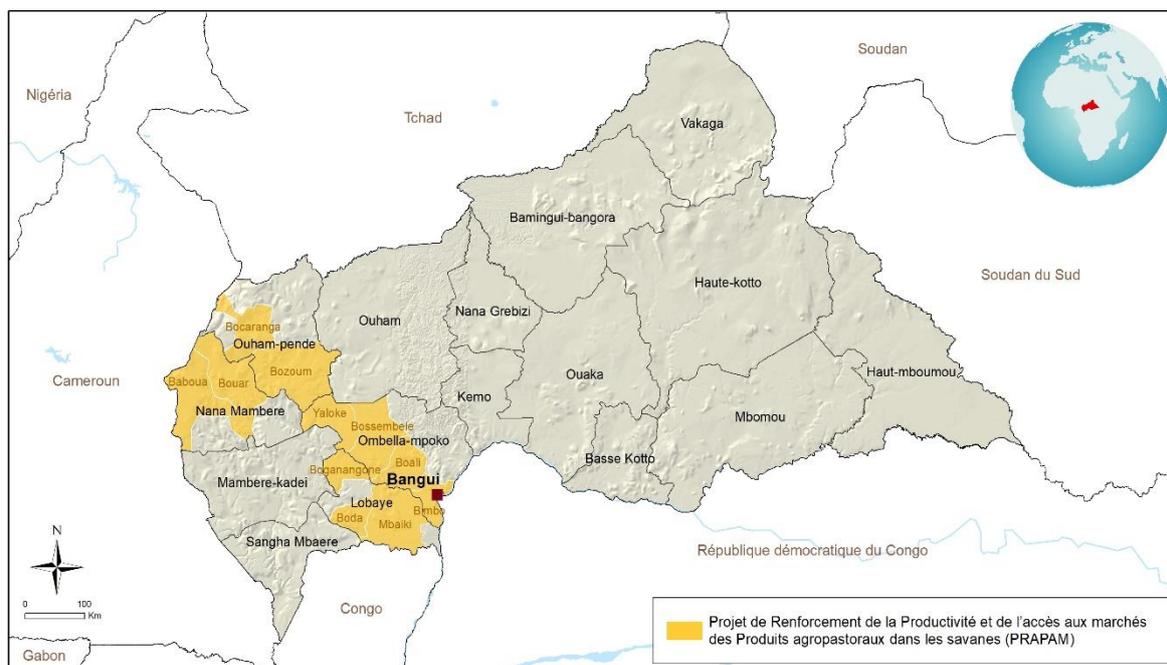
Directrice régionale:	Nadine Gbossa
Directrice de pays:	Emime Ndiokubwayo
Responsable technique:	Chitima Mawira
Responsable des finances:	Ebele Ikezogwo
Spécialiste climat et environnement:	Pathe Sene
Juriste:	Benoit Diouf

---

## Sigles et acronymes

BAfD	Banque africaine de développement
FIPS	Instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets
OP	Organisation de producteurs
PADECAS	Projet d'appui au développement des chaînes de valeurs agricoles dans les savanes
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
PRAPAM	Projet de renforcement de la productivité et de l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans les savanes
PREPAS	Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes
PREVES	Projet de relance des cultures vivrières et du petit élevage dans les savanes
TREI	Taux de rentabilité économique interne
UCP	Unité de coordination du projet

## Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.  
 Source: FIDA; 13/08/2020

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République centrafricaine
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et du développement rural et Ministère de l'élevage et de la santé animale
<b>Coût total du projet:</b>	36,85 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	4,42 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Prêt à des conditions particulièrement favorables
<b>Montant du don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:</b>	17,76 millions d'USD
<b>Cofinancier:</b>	Fonds pour l'adaptation
<b>Montant du cofinancement:</b>	9,03 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:</b>	4,67 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire (en nature):</b>	0,46 million d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	0,5 million d'USD
<b>Montant du financement du FIDA (action climatique):</b>	18,345 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	FIDA
<b>Financement parallèle:</b>	BAfD:11,9 millions d'USD

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 76.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. La République centrafricaine a traversé pendant 12 ans une crise aiguë qui a eu des effets dévastateurs sur son économie avec une chute du PIB de 37% en 2013 et un revenu national brut qui est tombé à 226,4 USD en 2017, contre 600 USD en 2014, déjà le plus faible du monde à l'époque.
2. L'incidence de la pauvreté a augmenté de plus de 22% depuis 2003 et l'extrême pauvreté sévit tout aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Cependant, les zones rurales restent plus fragiles que les zones urbaines où sont concentrés l'essentiel des activités économiques et des services. Les ménages les plus pauvres sont ceux dont le chef de famille travaille dans l'agriculture (soit plus de 60% de la population).
3. Pour faire face à tous les défis et contraintes qui se posent, le Gouvernement a élaboré en mars 2016, après le retour à l'ordre constitutionnel, des stratégies nationales de développement dans la perspective de relancer la concertation sur les politiques et de jeter les bases d'un développement économique durable. Les premiers documents élaborés sont les suivants: i) le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (PNRCP); ii) le Document de politique nationale agricole (DPAN); iii) le Programme national d'investissement agricole de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN).
4. Au plan institutionnel, le Ministère de l'agriculture et du développement rural assurera la tutelle mais le projet sera mis en œuvre en étroite collaboration avec le Ministère de l'élevage et de la santé animale et les autres ministères en charge de la gestion des ressources naturelles, du commerce ainsi que les représentants des organisations de producteurs (OP).
5. La pandémie de COVID-19 a aussi ralenti les activités économiques. Selon une étude de la Banque mondiale, la croissance économique 2020 est projetée à 0,8%, soit 3,6 points de pourcentage en dessous de ses estimations avant la pandémie.

##### Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

6. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - transformateur sur le plan du genre;
  - axé sur les enjeux nutritionnels;
  - axé sur les jeunes.
7. **En ce qui concerne les changements climatiques**, les risques liés aux changements climatiques combinés aux effets de l'augmentation des surfaces cultivées vont accroître dans les années à venir la pression sur les ressources naturelles. Pour atténuer ces risques, le Projet de renforcement de la productivité et de l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans les savanes (PRAPAM) déploiera des infrastructures rurales résilientes au climat et respectueuses de l'environnement.

8. **Genre et inclusion sociale.** En République centrafricaine, 84,6% des ménages dirigés par une femme sont pauvres, contre 74% des ménages dont le chef de famille est un homme.
9. Le PRAPAM renforcera le pouvoir économique des femmes et appuiera des activités qui allègent leur charge de travail et leurs capacités d'organisation.
10. **Sur le plan nutritionnel, la situation est alarmante.** En 2019, l'indice de la faim dans le monde pour la République centrafricaine est de 59,6 et l'anémie est présente chez 46,0% des femmes entre 15 et 49 ans.
11. Le PRAPAM appuiera l'éducation nutritionnelle intégrale ainsi que des infrastructures de valorisation de la production et de la productivité des cultures vivrières et maraîchères pour une diversification alimentaire.
12. **La question des jeunes.** La population centrafricaine est majoritairement jeune (en 2017, 56% des habitants avaient moins de 18 ans, dont 50,1% de garçons et 49,9% de filles) et la zone de couverture du projet compte près de 108 000 jeunes actifs agricoles en besoin d'appui.
13. Le projet soutiendra leur accès aux compétences et connaissances et leur autonomisation économique en facilitant leur participation aux activités rémunératrices.

#### **Justification de l'intervention du FIDA**

14. Le secteur agricole de la République centrafricaine est en proie, avec la crise que le pays a connue, à des contraintes qui se sont accentuées, notamment:
  - i) l'insuffisance des infrastructures d'appui à la production; ii) l'insuffisance et la dégradation des pistes rurales; iii) l'insuffisance et l'inadéquation des moyens de transport; iv) les difficultés pour les producteurs à maîtriser les techniques et à acquérir les équipements de conservation et de transformation appropriés; v) des circuits de commercialisation non organisés avec des difficultés d'écoulement de la production; vi) la situation préoccupante de l'emploi des jeunes en milieu rural.
15. Le FIDA est sollicité pour son appui à l'agriculture familiale en raison de sa capacité à obtenir de bons résultats dans l'accroissement de la production agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
16. Le FIDA est aussi reconnu pour son savoir-faire technique en matière d'analyse de la vulnérabilité, de mise en place d'infrastructures rurales d'appui à la production, à la transformation, à la commercialisation, et de renforcement du pouvoir économique des femmes et des jeunes.

#### **B. Enseignements tirés**

17. D'après l'expérience récente du Projet de relance des cultures vivrières et du petit élevage dans les savanes (PREVES) en République centrafricaine, le risque que les analyses des capacités institutionnelles à la conception soient partielles persiste et qu'il faille planifier des actions de renforcement des capacités.
18. Les difficultés de démarrage connues par le Projet de développement agricole rural – phase I (PDAR I) au Gabon ou le Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes (PREPAS) en République centrafricaine révèlent l'importance de mettre en place les instruments pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets (instruments FIPS).
19. En matière d'ingénierie sociale, il est nécessaire d'impliquer tous les groupes d'utilisateurs, avant et pendant la réalisation, ainsi que dans la gestion et la mise en valeur de la ressource créée, restaurée ou aménagée.

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

20. **L'objectif général** du PRAPAM est de contribuer d'une manière durable à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages pauvres en milieu rural et à l'insertion économique des femmes et des jeunes dans les régions 1, 2 et 3 de la République centrafricaine.
21. **L'objectif de développement** est de renforcer la résilience des populations rurales et d'améliorer leur accès aux débouchés commerciaux. Il vise à créer les conditions favorables à l'accroissement des productions végétales et animales et à œuvrer pour une meilleure commercialisation des produits des filières clés de la zone d'intervention.
22. **Zone d'intervention.** Le PRAPAM va circonscrire ses interventions dans quatre préfectures: la Nana-Mambéré, l'Ouham-Pendé, la Lobaye et l'Ombella-M'poko. À l'intérieur de ces préfectures, le projet concentrera ses interventions dans 11 sous-préfectures et bassins de production (Bimbo, Boali, Bossembélé, Yaloké, Boda, Boganangone, Mbaïki, Bouar, Boboua[1], Bozoum et Bocaranga[2]).
23. **Groupe cible.** Le PRAPAM visera en priorité: i) les petits producteurs et les éleveurs caractérisés par une production de subsistance qui travaillent respectivement sur des superficies agricoles réduites et avec un capital bétail limité; ii) les personnes déplacées et celles qui sont retournées dans leur lieu d'origine, les personnes extrêmement vulnérables vivant avec le VIH/SIDA, les personnes handicapées, les personnes du troisième âge, veuves et veufs, les jeunes, les filles et femmes chefs de ménage, et les peuples autochtones, l'ensemble se caractérisant par une vulnérabilité structurelle, un manque de capital de production, d'opportunités socioéconomiques et d'emplois.
24. Le PRAPAM vise à atteindre, grâce aux activités de promotion des filières ciblées (17 000 ménages) et aux activités de nutrition (10 800 personnes), environ 20 000 ménages (dont 50% de femmes, 30% de jeunes) soit près de 119 000 personnes.
25. **Stratégie de ciblage.** Le PRAPAM sera doté d'une stratégie de ciblage participative, inclusive, souple qui tiendra compte des dynamiques internes au niveau de chaque bassin de production ciblé, des objectifs attendus, des besoins et spécificités de chaque catégorie de bénéficiaires. Elle reposera sur un ciblage géographique pour des bassins de production stratégiques et sur un ciblage socioéconomique des groupes prioritaires.

### B. Composantes, résultats et activités

26. Le PRAPAM comprend les composantes suivantes: i) Composante A: Développement des filières végétales et animales; ii) Composante B: Soutien à l'offre des services et à la valorisation des produits; iii) Composante C: Coordination et gestion du projet.
27. **Composante A. Développement des filières végétales et animales.** Cette composante vise l'augmentation de la productivité et des productions des systèmes végétal et animal, contribuant ainsi à une amélioration nutritionnelle.
28. **Sous-composante A.1. Renforcement des capacités productives des producteurs.** L'intervention du PRAPAM consiste en la mise en place d'un mécanisme d'appui au défrichement et au labour des parcelles agricoles, en complémentarité avec les activités financées sous cette sous-composante par le Projet d'appui au développement des chaînes de valeurs agricoles dans les savanes (PADECAS).

29. **Sous-composante A.2. Création et réhabilitation d'infrastructures d'appui à la production.** Cette sous-composante vise la mise en valeur et le développement de 730 ha d'aménagements hydro-agricoles au niveau des bas-fonds en vue de l'intensification de la production rizicole, et des cultures vivrières et maraîchères. Elle sera mise en œuvre au moyen de trois volets d'activités: i) réhabilitation et extension du périmètre irrigué de Bozoum; ii) réhabilitation et extension du périmètre irrigué de Sakai; iii) construction d'infrastructures pour l'aménagement de bas-fonds et de sites maraîchers.
30. **Sous-composante A.3. Éducation nutritionnelle et inclusion sociale.** Cette sous-composante vise l'amélioration de l'état nutritionnel des ménages les plus vulnérables, et la reconstitution et le renforcement de leurs capacités productives et de leurs moyens d'existence. Les activités envisagées sont: i) l'appui à la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère; ii) le soutien à l'éducation nutritionnelle et sanitaire; iii) le soutien au développement des initiatives économiques afin de contribuer à renforcer le capital productif des ménages.
31. **Composante B. Soutien à l'offre des services et à la valorisation des produits.** L'objectif visé par cette composante est la création d'infrastructures mieux gérées en matière de transformation, de commercialisation et d'accès aux marchés.
32. **Sous-composante B.1. Infrastructures d'accès aux marchés.** Cette sous-composante a pour objectif de mettre en place des infrastructures de desserte mieux gérées afin d'améliorer l'accès vers les sites de production, les habitations et les marchés. Les activités, qui seront développées en deux volets sont les suivantes: i) réhabilitation ou ouverture des pistes rurales et agricoles; ii) mise en place et équipement des brigades d'entretien routier.
33. **Sous-composante B.2. Appui à la valorisation des produits.** L'objectif de cette sous-composante est de mettre en place des infrastructures de valorisation des productions soutenues par un accès aux marchés amélioré. Les activités à réaliser se rattachent à: i) l'amélioration du stockage et de la transformation des produits; l'appui aux savoirs et à l'accès aux marchés; iii) le renforcement de l'offre de services aux producteurs.
34. **Composante 3. Coordination et gestion du projet.**

## **C. Théorie du changement**

35. Les actions conduites dans le cadre du PRAPAM contribueront à une capacité accrue des institutions, pour des niveaux de production plus élevés générant davantage de revenus et d'emplois en vue d'une plus grande sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.
36. Sur le plan climatique, le projet intégrera des mesures de résilience climatique par: i) le déploiement d'infrastructures rurales résilientes au climat, y compris l'irrigation avec maîtrise totale de l'eau; ii) le développement des programmes de renforcement des capacités sur le plan climatique.
37. En ce qui concerne la question du genre et des jeunes, le projet appuiera l'accès des femmes et des jeunes aux ressources naturelles et aux facteurs de production et le contrôle qu'ils pourront exercer dessus, ainsi que leur participation aux activités rémunératrices tout en allégeant leur charge de travail et en renforçant leur participation dans les instances décisionnelles.

## **D. Alignement, appropriation et partenariats**

38. Le développement économique et social en République centrafricaine est régi depuis 2016 par le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (PNRCP, 2017-2021). Le PRAPAM participera à l'opérationnalisation de cette orientation stratégique en contribuant à son pilier 3.

39. Au niveau du FIDA, le projet doit être aligné sur le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 (particulièrement les objectifs stratégiques 1, 2 et 3) et le COSOP 2020-2024. Le PRAPAM contribuera également à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 1 (pas de pauvreté), l'ODD 2 (faim "zéro"), l'ODD 5 (égalité entre les sexes) et l'ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).
40. Quatre types de partenaires seront visés par ce projet: i) les partenaires techniques et financiers parmi lesquels la Banque africaine de développement (BAfD); ii) des organismes comme le Bureau international du Travail (BIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), qui appuieront le projet, chacun dans son domaine de compétences; iii) le secteur privé et les banques pour l'établissement de contrats commerciaux et de financement des petites entreprises en faveur des jeunes et des femmes; iv) les OP et les organisations non gouvernementales pour l'exécution de certaines activités de terrain. Les services publics et les communautés locales constitueront dans leurs domaines respectifs des partenaires institutionnels importants dans le suivi-évaluation de la performance du projet.

## **E. Coût, avantages et financement**

41. La composante A (Développement des filières végétales et animales) et la composante B (Soutien à l'offre des services et à la valorisation des produits) sont partiellement comptabilisées comme financement climatique. Conformément aux méthodes des banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce projet est initialement calculé à 18 345 000 USD.

### **Coûts du PRAPAM**

42. Le PRAPAM sera mis en œuvre sur une période de six (6) ans. Son coût total, y compris les imprévus, s'établit à 36,85 millions d'USD (21,37 milliards de francs CFA). Le coût de base s'élève à 32,68 millions d'USD (18,96 milliards de francs CFA). Les taxes correspondent à 12,7% du coût total, soit un montant total de 4,67 millions d'USD (2,71 milliards de francs CFA).
43. Le coût des investissements et coûts récurrents du projet s'élèvent respectivement à 29,21 millions d'USD (17,97 milliards de francs CFA), soit 90% du coût total et 3,47 millions d'USD (2,012 milliards de francs CFA), soit 10% du coût total. Le montant des imprévus est de 4,17 millions d'USD dont 1,07 million d'USD d'imprévus physiques et 3,09 millions d'USD d'imprévus financiers.
44. La composante A (Développement des filières végétales et animales) aura un coût estimé à 14,27 millions d'USD, soit 38,73% du coût du projet, la composante B (Soutien à l'offre des services et à la valorisation des produits) s'élèvera à un montant de 15,99 millions d'USD, soit 43,40% du coût du projet, et le coût de la composante C (Coordination et gestion du projet) sera de 6,58 millions d'USD, soit 17,86% du coût total du projet.

Tableau 1  
**Coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Don du FIDA		Prêt du FIDA		Fonds pour l'adaptation		Contribution du Gouvernement en nature		Bénéficiaires		Contribution des bénéficiaires en nature		Gouvernement		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>1. Composante A: Développement des filières végétales et animales</b>																
Sous-composante A.1																
Renforcement des capacités productives des producteurs	1 016,5	51,0	257,2	12,9	481,4	24,1	-	-	-	-	-	-	238,5	12,0	1 993,6	5,4
Sous-composante A.2																
Création et réhabilitation d'infrastructures d'appui à la production	5 300,4	57,3	1 290,1	14,0	1 308,0	14,1	-	-	-	-	-	-	1 347,1	14,6	9 245,6	25,1
Sous-composante A.3																
Éducation nutritionnelle et inclusion sociale	351,5	11,6	88,3	2,9	2 352,1	77,5	-	-	232,5	7,7	-	-	12,3	0,4	3 036,6	8,2
<b>Sous-total</b>	<b>6 668,4</b>	<b>46,7</b>	<b>1 635,7</b>	<b>11,5</b>	<b>4 141,5</b>	<b>29,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>232,5</b>	<b>1,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 597,9</b>	<b>11,2</b>	<b>14 275,8</b>	<b>38,7</b>
<b>2. Composante B: Soutien à l'offre des services et à la valorisation des produits</b>																
Sous-composante B.1																
Infrastructures d'accès aux marchés	6 780,2	60,3	1 696,3	15,1	928,7	8,3	-	-	-	-	-	-	1 840,2	16,4	11 245,5	30,5
Sous-composante B.2																
Appui à la valorisation des produits	957,0	27,7	246,6	7,1	1 333,5	38,6	-	-	267,6	7,8	-	-	645,8	18,7	3 450,5	9,4
Sous-composante B.3																
Réalisation d'infrastructures pour une meilleure fonctionnalité des services	584,5	44,9	140,7	10,8	357,2	27,4	-	-	-	-	-	-	220,0	16,9	1 302,4	3,5
<b>Sous-total</b>	<b>8 321,8</b>	<b>52,0</b>	<b>2 083,6</b>	<b>13,0</b>	<b>2 619,4</b>	<b>16,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>267,6</b>	<b>1,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 706,1</b>	<b>16,9</b>	<b>15 998,4</b>	<b>43,4</b>
<b>3. Composante C: Coordination et gestion du projet</b>																
Sous-composante C.1																
Coordination et gestion	1 888,7	41,9	484,8	10,8	1 368,4	30,4	459,9	10,2	-	-	-	-	301,8	6,7	4 503,7	12,2
Sous-composante C.2																
Suivi-évaluation et gestion des savoirs	889,0	42,7	217,8	10,5	908,9	43,7	-	-	-	-	-	-	66,2	3,2	2 081,9	5,6
<b>Sous-total</b>	<b>2 777,7</b>	<b>42,2</b>	<b>702,6</b>	<b>10,7</b>	<b>2 277,3</b>	<b>34,6</b>	<b>459,9</b>	<b>7,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>368,0</b>	<b>5,6</b>	<b>6 585,6</b>	<b>17,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17 767,8</b>	<b>48,2</b>	<b>4 421,8</b>	<b>12,0</b>	<b>9 038,2</b>	<b>24,5</b>	<b>459,9</b>	<b>1,2</b>	<b>500,0</b>	<b>1,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 671,9</b>	<b>12,7</b>	<b>36 859,8</b>	<b>100,0</b>

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

	<i>Don du FIDA</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Fonds pour l'adaptation</i>		<i>Contribution du Gouvernement en nature</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Contribution des bénéficiaires en nature</i>		<i>Gouvernement</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
<i>Catégorie de dépenses</i>																
Génie civil et rural	10 027,6	52,7	2 480,0	13,0	2 907,7	15,3	-	-	-	-	-	-	3 615,9	19,0	19 031,1	51,6
Équipements et matériels	637,5	24,4	167,1	6,4	1 051,0	40,2	-	-	-	-	-	-	757,9	29,0	2 613,6	7,1
Ateliers de formation	1 161,2	63,3	289,1	15,8	384,6	21,0	-	-	-	-	-	-	0,0	-	1 834,9	5,0
Consultants	3 092,2	51,1	761,5	12,6	2 196,5	36,3	-	-	-	-	-	-	0,0	-	6 050,1	16,4
Véhicules	163,8	53,5	46,3	15,1	6,1	2,0	-	-	-	-	-	-	90,1	29,4	306,3	0,8
Biens, services et intrants	902,4	49,0	225,5	12,3	211,9	11,5	-	-	500,0	27,2	-	-	0,0	-	1 839,8	5,0
Dons et subventions	-	-	-	-	1 031,0	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 031,0	2,8
Salaires et indemnités	1 556,0	50,9	394,9	12,9	1 107,4	36,2	-	-	-	-	-	-	0,0	-	3 058,3	8,3
Fonctionnement	227,3	20,8	57,6	5,3	141,9	13,0	459,9	42,0	-	-	-	-	208,0	19,0	1 094,7	3,0
<b>TOTAL</b>	<b>17 767,8</b>	<b>48,2</b>	<b>4 421,8</b>	<b>12,0</b>	<b>9 038,2</b>	<b>24,5</b>	<b>459,9</b>	<b>1,2</b>	<b>500,0</b>	<b>1,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 671,9</b>	<b>12,7</b>	<b>36 859,8</b>	<b>100,0</b>

Tableau 3  
**Coût du PRAPAM par composante et sous-composante et par année**  
(en milliers d'USD).

*Total incluant les provisions pour imprévus*

Composante/sous composante	2021		2022		2023		2024		2025		2026		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
<b>1. Composante A: Développement des filières végétales et animales</b>													
Sous-composante A.1: Renforcement des capacités productives des producteurs	192,8	4	1 059,4	9	366,2	3	364,7	6	7,0	0	3,6	1	1 993,6
Sous-composante A.2: Création et réhabilitation d'infrastructures d'appui à la production	504,3	11	2 044,1	18	2 640,4	24	2 494,1	38	1 552,4	58	10,2	2	9 245,6
Sous-composante A.3: Éducation nutritionnelle et inclusion sociale	1 015,5	21	676,1	6	1 034,2	9	283,3	4	21,8	1	5,7	1	3 036,6
<b>Sous-total</b>	<b>1 712,6</b>	<b>36</b>	<b>3 779,6</b>	<b>33</b>	<b>4 040,7</b>	<b>36</b>	<b>3 142,1</b>	<b>48</b>	<b>1 581,3</b>	<b>59</b>	<b>19,5</b>	<b>4</b>	<b>14 275,8</b>
<b>2. Composante B: Soutien à l'offre des services et à la valorisation des produits</b>													
Sous-composante B.1: Infrastructures d'accès aux marchés	547,2	11	4 757,0	42	3 997,2	36	1 915,4	29	17,5	1	11,1	2	11 245,5
Sous-composante B.2: Appui à la valorisation des produits	341,1	7	881,3	8	1 824,7	16	300,2	5	98,7	4	4,5	1	3 450,5
Sous-composante B.3: Réalisation d'infrastructures pour une meilleure fonctionnalité des services	59,4	1	843,3	7	188,9	2	210,8	3	-	-	-	-	1 302,4
<b>Sous-total</b>	<b>947,6</b>	<b>20</b>	<b>6 481,7</b>	<b>57</b>	<b>6 010,8</b>	<b>54</b>	<b>2 426,4</b>	<b>37</b>	<b>116,2</b>	<b>4</b>	<b>15,6</b>	<b>3</b>	<b>15 998,4</b>
<b>3. Composante C: Coordination et gestion du projet</b>													
Sous-composante C.1: Coordination et gestion	1 325,3	28	703,6	6	708,7	6	729,1	11	615,4	23	421,5	85	4 503,7
Sous-composante C.2: Suivi-évaluation et gestion des savoirs	773,9	16	331,9	3	344,5	3	235,1	15	359,3	13	37,2	8	2 081,9
<b>Sous-total</b>	<b>2 099,2</b>	<b>44</b>	<b>1 035,5</b>	<b>9</b>	<b>1 053,2</b>	<b>9</b>	<b>964,3</b>	<b>4</b>	<b>974,8</b>	<b>36</b>	<b>458,7</b>	<b>93</b>	<b>6 585,6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 759,5</b>	<b>100</b>	<b>11 296,8</b>	<b>100</b>	<b>11 104,7</b>	<b>100</b>	<b>6 532,8</b>	<b>100</b>	<b>2 672,3</b>	<b>100</b>	<b>493,8</b>	<b>100</b>	<b>36 859,8</b>

∞

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

45. Les sources de financement du projet comprendront: i) le FIDA, à hauteur de 4,42 millions d'USD sous forme de prêt et 17,76 millions d'USD sous forme de don; ii) le Fonds pour l'adaptation, 9,03 millions d'USD; iii) les bénéficiaires des modules, 0,5 million d'USD; iii) le Gouvernement centrafricain, 4,67 millions d'USD, correspondant aux taxes et impôts divers appliqués sur les biens et services et 0,45 million d'USD correspondant au coût de mise à disposition de locaux pour l'unité de coordination du projet (UCP) et les antennes. Les instruments FIPS seront mobilisés pour permettre un démarrage rapide du projet.

### **Décaissement**

46. Les fonds du FIDA seront décaissés conformément aux dispositions du manuel de décaissement du Fonds. Les modalités de décaissement du FIDA seront détaillées dans la lettre à l'Emprunteur/bénéficiaire après l'entrée en vigueur de l'Accord de financement.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

47. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) de base du projet s'établit à 19,3%. La valeur actuelle nette (VAN) est estimée à 34,65 millions d'USD. Cependant, il devra être plus élevé si l'on prend en compte les avantages dus à l'éducation nutritionnelle, aux connaissances acquises lors des formations, etc.
48. L'analyse de sensibilité fondée sur les augmentations de 10%, 20% et 30% des coûts du projet montre des TREI de 16,8%, 15,4% et 14% respectivement, ce qui prouve que les résultats restent robustes face au risque d'augmentation des coûts des activités qui seront promues dans le cadre du projet. Les VAN correspondantes à ces niveaux de hausse des coûts seraient respectivement de 29,2 millions d'USD, 25,4 millions d'USD et 21,7 millions d'USD.
49. L'analyse de sensibilité fondée sur des diminutions de 10%, 20% et 30% des revenus dues au projet indique des TREI respectivement de 16,7%, 15,4% et 14%. Si les avantages économiques étaient retardés d'un an ou de quatre ans, le TREI se situerait respectivement à 15,60% et 9,6%.

### **Stratégie de sortie et durabilité**

50. Le PRAPAM veillera à: i) développer les synergies nécessaires et complémentarités avec le PADECAS; ii) assurer un transfert souple des compétences aux acteurs (OP, comités techniques, associations d'usagers, services techniques déconcentrés, etc.); iii) assurer la gestion des infrastructures collectives par les communautés et ce, dès le stade de leur identification; iv) assurer la mise en relation et la création d'un climat de confiance entre les producteurs et leurs organisations avec les partenaires commerciaux, les services techniques déconcentrés, les agences de développement; v) renforcer les capacités des services centraux des deux ministères de tutelle.
51. La mise en œuvre du projet sera organisée en trois phases dont une de démarrage rapide en année 1, années 2, 3, 4 et 5 pour les investissements et année 6 pour la consolidation, l'appropriation et le désengagement.

## **III. Risques**

### **A. Risques et mesures d'atténuation**

52. Les risques recensés dans le cadre du PRAPAM concernent: i) la politique et la sécurité; ii) le climat; iii) la faiblesse et l'incompétences des entreprises de travaux pour la construction/réhabilitation des travaux prévus; iv) le domaine fiduciaire et de la gouvernance dans la gestion du projet; v) la non-fonctionnalité des synergies et complémentarités PADECAS/PRAPAM; vi) la résurgence des arriérés de paiement des dettes et des dépenses inéligibles comme facteurs de suspension du portefeuille.

53. Pour ce qui est des flux de fonds, le projet doit élaborer un plan de trésorerie trimestriel sur le compte désigné, à actualiser régulièrement. Il faudra aussi former les partenaires d'exécution sur les procédures de décaissement/justifications des subventions accordées par le projet et décaisser les fonds des conventions de partenariat sur la base d'un plan d'activités trimestriel à renouveler à hauteur du montant justifié par le partenaire.
54. En ce qui concerne la budgétisation, le projet est tenu de présenter un plan de décaissement adossé au budget annuel du plan de travail et budget annuel (PTBA).

Tableau 4

**Risques et mesures d'atténuation**

<i>Catégories de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Élevé
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Moyen
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Substantiel	Moyen
Capacités institutionnelles d'exécution et de viabilité	Substantiel	Moyen
Gestion financière	Élevé	Substantiel
Passation des marchés	Élevé	Moyen
Impact environnemental, social et climatique	Substantiel	Moyen
Parties prenantes	Moyen	Faible
<b>Risque global</b>	Substantiel	Moyen

**B. Catégorie environnementale et sociale**

55. Les risques environnementaux et sociaux potentiels posés par le PRAPAM peuvent être faibles à significatifs, surtout dans le cas des activités d'aménagement allant au-delà de 100 ha pour la production agricole, la restauration des eaux et des sols. À cela s'ajoute aussi la construction d'infrastructures routières comme les pistes et routes sur des linéaires de plus de 10 km et d'autres infrastructures comme les barrages.
56. La plupart de ces impacts pourraient être corrigés et/ou considérablement réduits grâce à des plans d'atténuation appropriés.

**C. Classement au regard des risques climatiques**

57. Le projet est classé à **risque climatique élevé**. Les interventions d'adaptation aux changements climatiques aideront les communautés vulnérables à modérer ce risque et à atténuer durablement les effets des changements climatiques dans la zone d'intervention.

**D. Soutenabilité de la dette**

58. Le dernier rapport de pays du Fonds monétaire international d'avril 2020 pour la République centrafricaine confirme le risque élevé de surendettement extérieur, et l'indicateur composite de la République centrafricaine, avec une note de 2,44, signale une faible capacité d'endettement. La dette devrait rester soutenable à moyen terme une fois que les effets de la crise liée à la COVID-19 se dissiperont. Quant à la projection de croissance économique pour 2020, elle a été révisée à la baisse à 1,0% tandis que l'inflation augmentera à 3,5% contre un taux d'inflation de 3,0% avant la pandémie de COVID-19.

## **IV. Exécution**

### **A. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination du projet**

59. Dans un esprit d'efficacité et d'efficience, le schéma institutionnel retenu pour le PRAPAM est le suivant: i) mettre en place au niveau central un même comité de pilotage et deux UCP séparées travaillant en binôme; ii) établir au niveau du terrain les mêmes antennes PADECAS et PREPAS en tant que dispositif de coordination et de concertation régional; iii) mutualiser certaines charges de gestion; iv) conduire de manière concertée les exercices de programmation des activités sur le terrain et de préparation des PTBA. Les différents manuels fixeront les règles de gestion et permettront de mettre en place la mémoire institutionnelle du projet.

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

60. Les fonds du projet seront gérés selon les procédures en vigueur en République centrafricaine ainsi que celles du FIDA en matière de gestion financière et administrative des projets. Les procédures de gestion administrative et financière seront détaillées dans la lettre à l'Emprunteur/bénéficiaire et dans le manuel de gestion administrative et financière du projet.
61. Les procédures nationales pour la passation des marchés s'appliqueront dans le cadre du PRAPAM toutes les fois qu'elles ne seront pas en contradiction avec les directives du FIDA de septembre 2010, révisées en décembre 2019.
62. La gouvernance du PRAPAM est conforme à la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, et, à cet effet, tous les outils disponibles devront être utilisés durant sa mise en œuvre. Toutes les pratiques observées dans ces domaines devront être signalées immédiatement aux bureaux correspondants du FIDA (<https://www.ifad.org/fr/anti-corruption>) ainsi qu'au service de prévention de la fraude au niveau national centrafricain.

#### **Engagement et retours d'information du groupe cible du projet et traitement des plaintes**

63. Le renforcement de l'impact du projet sera assuré par la mise en place de mécanismes de transparence et d'engagement citoyen visant à améliorer la redevabilité et la performance des acteurs clés tels le personnel des projets, les prestataires de services, les OP, les coopératives, le secteur privé, et les réseaux de jeunes au sein desquels sont regroupés les bénéficiaires, ainsi que l'efficacité des partenariats public-privé établis. Le projet mettra en place un mécanisme d'évaluation périodique des résultats par une partie tierce de la société civile.
64. Processus de traitement des plaintes.
65. Pour pallier les conflits d'intérêts éventuels, un mécanisme de recours et réclamations donnant la parole aux différents acteurs sera mis en place dès le démarrage du projet.

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

#### **Système de suivi-évaluation**

66. Chaque UCP mettra en place les outils et procédures de suivi-évaluation selon les exigences du FIDA pour le PRAPAM et de la BAfD pour le PADECAS. Cependant, ces outils et procédures seront rapprochés afin de disposer d'un mécanisme commun pour présenter les résultats de développement générés par les deux projets.
67. Le système de suivi-évaluation du PRAPAM sera intimement lié aux dispositifs en construction au niveau national, dont ceux utilisés par les ministères de tutelle (Ministère de l'agriculture et du développement rural et Ministère de l'élevage et de la santé animale) et le Secrétariat permanent du RGPCA.

### **Stratégie de gestion des savoirs et de communication**

68. La stratégie sera mise en place par le projet avec pour objectifs: i) l'ancrage durable des savoirs techniques auprès des producteurs et coopératives; ii) la génération de savoirs à partir de l'expérience du projet; iii) le partage de ces savoirs auprès des Départements techniques du Ministère de l'agriculture et du développement rural et du Ministère de l'élevage et de la santé animale, du FIDA ou des autres bailleurs de fonds à l'aide de divers médias.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

69. La mise en œuvre des projets précédents a permis d'engranger des acquis non négligeables qui méritent d'être poursuivis et amplifiés dans le cadre de ce nouveau projet.
- **Approche OP.** Cette approche a favorisé la cohésion sociale au niveau des communautés, pavant ainsi la voie à une entente de base pour la mise en place de projets et d'activités socioéconomiques. Ces OP seront accompagnées pour une maîtrise des outils de gestion et d'organisation.
  - **Approche chaîne de valeur.** L'approche amorcée depuis le PREVES démontre que sa mise en œuvre dans un milieu rural traumatisé comme celui de la République centrafricaine prend du temps et doit s'adapter au contexte local. La rentabilité des activités économiques doit être soutenue par un ensemble d'actions croisées, ce qui sera poursuivi dans le PRAPAM.
  - **Prise en compte de la dimension environnementale.** L'intégration de cette préoccupation dans les actions de développement depuis les interventions du PREVES a montré que les populations rurales sont réceptives aux innovations visant à préserver l'environnement et à atténuer les effets néfastes des changements climatiques observés au quotidien.
  - **Nécessité d'une stratégie effective de désengagement du projet.** L'absence d'une telle stratégie au niveau du PREVES a révélé la fragilité des acquis du fait que les bénéficiaires n'étaient pas bien préparés à une prise en main effective des investissements laissés par le projet. Un mécanisme intelligent de retrait a été envisagé dans le PREPAS et cette approche est mise à l'échelle dans le PRAPAM.
  - **Relations commerciales entre OP et acteurs privés en aval de la production.** Cette expérience est encore nouvelle mais prometteuse. Elle est retenue comme approche de développement des chaînes de valeur par le PREPAS et le PADECAS et sera consolidée par le PRAPAM.

## **C. Plans d'exécution**

### **Plans de préparation à l'exécution et de démarrage**

70. Le PRAPAM nécessite un démarrage rapide qui est soutenu par les instruments FIPS du FIDA.

### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

71. La supervision du PRAPAM sera directement assurée par le FIDA grâce au bureau sous-régional Afrique du Centre en suivant les procédures du FIDA. Deux missions conjointes avec le Gouvernement, le FIDA et la BAfD seront conduites par an.
72. Un examen à mi-parcours sera organisé au cours de la troisième année d'exécution du projet avec pour objet d'évaluer les résultats obtenus et les possibilités d'atteindre les objectifs fixés. Un rapport d'achèvement de projet complétera les évaluations et fournira des éléments objectifs d'appréciation des résultats du projet ainsi que les enseignements tirés.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

73. Un accord de financement entre la République centrafricaine et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur/bénéficiaire. Un exemplaire de l'accord de financement négocié sera mis à disposition avant la séance.
74. La République centrafricaine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
75. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

76. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République centrafricaine un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de quatre millions quatre cent vingt mille dollars des États-Unis (4 420 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République centrafricaine un don d'un montant de dix-sept millions sept cent soixante mille dollars des États-Unis (17 760 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Houngbo

## **Accord de financement négocié**

(Le document sera mis à disposition avant la séance.)

# Cadre logique

Projet de Renforcement de la Productivité et de l'accès aux marchés des Produits agropastoraux dans les savanes											
Cadre logique											
Chaîne logique	Indicateurs				Moyens de vérification			Hypothèses			
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Source	Fréquence	Responsabilité				
<b>Portée</b>	<b>1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages</b>				SSE du projet	Trimestrielle	UGP	Contexte socio-économique et politique favorables			
	Membres des ménages - Nombre de personnes		54500	119 000							
	<b>1.a Nombre correspondant de ménages touchés</b>										
	Ménages dirigés par une femme - Nombre		4542	10 000							
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef - Nombre		4542	10 000							
	<b>1 Nombre de personnes recevant des services promus ou soutenus par le projet</b>								Enquête de référence, Evaluation à mi-parcours Evaluation d'impact	Trimestrielle	UGP
	Femmes - Nombre		27250	59500							
	Hommes - Nombre		27250	59500							
	Jeunes - Nombre		16350	35700							
	Personnes autres que les jeunes - Nombre		38150	83300							
<b>Objectif du projet</b> Contribuer d'une manière durable à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages pauvres en milieu rural et à l'insertion économique des femmes et des jeunes dans les régions 1, 2 et 3 de la Centrafrique	<b>Nombre de personnes bénéficiaires d'une mobilité économique</b>							Contexte sociopolitique favorable à la mise en œuvre du projet			
	Males - Nombre			44475							
	Femelles - Nombre			44475							
	<b>Nombre de personnes ayant amélioré leur sécurité alimentaire</b>										
	Males - Nombre		27250	49500							
	Femelles - Nombre		27250	49500							
Ménages - Nombre		9084	20000								
<b>Objectif de développement</b> Renforcer la résilience climatique des populations rurales, améliorer leur accès aux opportunités de marché, et soutenir l'insertion économique durable des femmes et des jeunes dans les régions 1, 2 et 3 de la Centrafrique.	<b>Pourcentage de ménages soutenus déclarant une augmentation de revenus</b>				Enquêtes de référence et enquêtes d'impact	Annuelle à partir de l'année 3	UGP & partenaires	Bonne capacités techniques et managériales de l'équipe du Projet et des partenaires			
	Ménages - Pourcentage		30	75							
	<b>1.2.8 Femmes déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)</b>				COI enquête, MDDW méthodologie	Baseline Mi-parcours et fin de projet	UGP & partenaires				
	Femmes (%)		38	75							
	<b>3.2.2 (Nombre) pourcentage de personnes/ménages déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique</b>				Enquêtes de référence et enquêtes d'impact	Annuelle à partir de l'année 3	UGP & partenaires				
	Ménages - Pourcentage		30	75							
	<b>IE.2.1 Individus présentant une amélioration de l'autonomisation</b>					Baseline Mi-parcours et fin de projet	UGP & partenaires				
	Hommes - Pourcentage										
	Femmes - Pourcentage										
	Jeunes - Pourcentage										
<b>Effet direct 1:</b> Les filières végétales et animales ont accru leurs productivités et contribué à la nutrition	<b>1.2.4 (Nombre) pourcentage de personnes/ménages déclarant une augmentation de la production</b>				Enquête sur les effets directs conduite auprès d'un échantillon de bénéficiaires du projet	Annuelle à partir de l'année 2		Conditions climatique favorables			
	Hommes - Nombre		20 437	44 625							
	Femmes - Nombre		20 437	44 625							
	Jeunes - Nombre		13 000	25 000							

<b>Produit 1.1</b> Les capacités techniques des producteurs sont renforcées en matière de production agricole et animale	<b>1.1.4 Nombre de personnes formées aux pratiques et/ou techniques de production</b>		SS&E	Semestrielle	UGP	Disponibilité des services d'appui	
	Hommes formés à la production végétale et animale - Nombre	9850					16250
	Femmes formées à la production végétale et animales - Nombre	9850					16250
<b>Produit 1.2</b> Les meilleures technologies et pratiques climato résilientes y compris la sélection variétale intégrée des filières résilientes aux CC sont mises en cultures et adoptées	<b>3.1.2 Nombre de personnes bénéficiant de services d'information sur le climat</b>		Rapport d'activités	Annuelle	Prestataires de services		
	Femmes - nombre	20 000					36 625
	Hommes – nombre	20 000					36 625
	Jeunes – nombre	13 000					18 000
<b>Produit 1.3</b> Des espaces de production agricole sont aménagés et disponibles pour les producteurs	<b>3.1.4 Nombre d'hectares de terres soumises à une gestion résiliente au climat</b>		Rapport d'activités	Annuelle	PAM	Disponibilité des entreprises qualifiées. Mobilisation des bénéficiaires	
	Superficie en hectares - Superficie (ha)	450					850
	<b>1.1.2 Nombre d'hectares de terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état</b>						
	Superficie périmètres aménagés (ha)	400					730
<b>Produit 1.4</b> Les ménages ruraux, notamment les femmes et les enfants de moins de cinq ans, ont amélioré leur situation nutritionnelle	<b>1.1.8 Ménages recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition</b>						
	Ménages - Nombre	480					910
	Homme – Nombre	2 856					5 415
	Femme - Nombre	2 856					5 415
<b>Effet direct</b> <b>Effet 2 :</b> Les productions sont mieux valorisées et les jeunes et femmes mieux insérés au tissu économique grâce aux infrastructures pour la valorisation des productions mises en place et mieux gérées par les populations	<b>2.2.6 (Nombre) pourcentage de personnes/ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage</b>		Enquête sur les effets directs conduite auprès d'un échantillon représentatif de bénéficiaires du projet	Annuelle à partir de l'année 2	UGP		
	Femme - Nombre	21 715					43 435
	Homme - Nombre	21 716					43 435
	Jeunes - Nombre	13 030					26 061
<b>Produit 2.1</b> Des infrastructures de transformation et de conservation sont fonctionnelles	<b>2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état</b>		SSE	Annuelle	Ministère/prestataire de services	Utilisation efficiente des ressources du projet	
	Nombre total d'installations	20					37
	<b>Unités de micro-projets individuelles liées à la transformation et commercialisation des produits installés</b>						
	Unités de microprojets installées	50	100				
<b>Produit 2.2</b> Les sites de production et villages sont reliés aux centres et voies d'écoulement des produits	<b>2.1.5 Nombre de kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées</b>		Système S&E	Annuelle	Ministère/ prestataire de service		
	Longueur des pistes réhabilitées et/ou construites- (km)	375					525
<b>Produit 2.3 :</b> Les femmes et les jeunes sont intégrés aux chaînes des valeurs	<b>2.1.2 Nombre de personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises</b>		Système S&E	Semestrielle	UGP		
	Femmes - Nombre	50					150
	<b>Nombre d'emplois créés pour les jeunes</b>						
	Nombre d'emplois	300	600				

## Matrice intégrée des risques du projet

Catégorie de risque / Sous-catégorie	Risque inherent	Risque résiduel
<b>Contexte national</b>	<b>Élevé</b>	<b>Élevé</b>
<i>Engagement politique</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Gouvernance</i>	<i>Élevé</i>	<i>Élevé</i>
<i>Macroéconomie</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Fragilité et sécurité</i>	<i>Élevé</i>	<i>Élevé</i>
<b>Stratégies et politiques sectorielles</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<i>Alignement des politiques</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<i>Élaboration et mise en œuvre des politiques</i>		<i>Aucun risque anticipé</i>
<b>Contexte environnemental et climatique</b>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<i>Vulnérabilité du projet aux conditions environnementales</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<i>Vulnérabilité du projet aux impacts des changements climatiques</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>
<b>Portée du projet</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<i>Pertinence du projet</i>		<i>Aucun risque anticipé</i>
<i>Solidité technique</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<b>Capacités institutionnelles d'exécution et de viabilité</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<i>Modalités d'exécution</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<i>Suivi-évaluation des dispositifs</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<b>Gestion financière du projet</b>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<i>Organisation et dotation en personnel du projet</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<i>Budgétisation du projet</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Flux de fonds et procédures de décaissement du projet</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Contrôles internes du projet</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Information comptable et financière du projet</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<i>Audit externe du projet</i>	<i>Moyen</i>	<i>Moyen</i>

<b>Passation des marchés relatifs au projet</b>	<b>Élevé</b>	<b>Moyen</b>
<i>Cadre juridique et réglementaire</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Responsabilité et transparence</i>	<i>Élevé</i>	<i>Moyen</i>
<i>Capacités en matière de passation des marchés publics</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<i>Processus de passation des marchés publics</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<b>Impact environnemental, social et climatique</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<i>Conservation de la biodiversité</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Efficience des ressources et prévention de la pollution</i>	<i>Moyen</i>	<i>Faible</i>
<i>Patrimoine culturel</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<i>Peuples autochtones</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>

<b>Catégorie de risque / Sous-catégorie</b>	<b>Risque inherent</b>	<b>Risque résiduel</b>
<i>Conditions de travail</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Santé et sécurité communautaires</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Réinstallation et réinsertion économique des populations</i>	<i>Élevé</i>	<i>Substantiel</i>
<i>Émissions de gaz à effet de serre</i>	<i>Substantiel</i>	<i>Moyen</i>
<i>Vulnérabilité des populations cibles et des écosystèmes aux fluctuations et aléas climatiques</i>	<i>Élevé</i>	<i>Moyen</i>
<b>Parties prenantes</b>	<b>Moyen</b>	<b>Faible</b>
<i>Coordination/participation des parties prenantes</i>	<i>Moyen</i>	<i>Faible</i>
<i>Doléances des parties prenantes</i>	<i>Moyen</i>	<i>Faible</i>
<b>Risque global</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<b>Contexte national</b>	<b>Élevé</b>	<b>Élevé</b>
<b>Engagement politique</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Substantiel</b>
<b>Risque:</b> Upcoming presidential elections in the country in December can have affect on stability and possible turn over in Government composition. This may lead to delay in PRAPAM agenda	Substantiel	Substantiel

<b>Mesures d'atténuation:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adequate awareness and ownership of ongoing agenda with Ministries services</li> <li>- Early effectiveness of FIPS</li> </ul>		
<b>Gouvernance</b>	<b>Élevé</b>	<b>Élevé</b>
<b>Risque:</b> <p>The country's territory is not under Government's full control. Instability still exist and threats are permanent. Even though the project areas are among the less affected of the country, National condition can have considerable effects.</p>	Élevé	Élevé
<b>Mesures d'atténuation:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoid High risk areas</li> <li>- Take steps if necessary to address security situation</li> <li>- Close monitoring of the security situation in the country and in the project areas</li> </ul>		
<b>Macroéconomie</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Substantiel</b>
<b>Risque:</b> <p>Impact of economic situation of the country can affect project results.</p>	Substantiel	Substantiel
<b>Mesures d'atténuation:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Increase agricultural output will help the country improve its overall trade balance</li> <li>- Close monitoring of macroeconomic indicators in the country with specialized institutions (World Bank, UNDP...) can insure safeguard measures. Project costs and financing categories can be reviewed at mid-term</li> </ul>		
<b>Fragilité et sécurité</b>	<b>Élevé</b>	<b>Élevé</b>
<b>Risque:</b> <p>Weaker capacity in coordination of activities at national level and in the regions. Poor involvement and ownership from government services.</p>	Élevé	Élevé
<b>Mesures d'atténuation:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tailoring all activities and implementation procedures to provision of adequate solutions (design with NGO based in Bangui, ..) - Capacity development through training and provision of tools to essential government services</li> </ul>		

<b>Stratégies et politiques sectorielles</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<b><i>Alignement des politiques</i></b>	<b><i>Substantiel</i></b>	<b><i>Moyen</i></b>
<b>Risque:</b> Development partners are slowly coming back to the country with strategies insufficiently coordinated. Coordination mechanism is weaker at the Ministries level.	Substantiel	Moyen
<b>Mesures d'atténuation:</b> Measures include : - Seek to ensure consistency of interventions in the field. - Establish frameworks for consultations between national development agencies in Bangui and in the project areas. - Support to policy Dialogue and better aid coordination to the keysMinistries. - Support to the national monitoring and evaluation system		
<b><i>Élaboration et mise en œuvre des politiques</i></b>		<b><i>Aucun risque anticipé</i></b>
IL n y a pas de risque a ce sujet		
<b>Contexte environnemental et climatique</b>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<b><i>Vulnérabilité du projet aux conditions environnementales</i></b>	<b><i>Substantiel</i></b>	<b><i>Moyen</i></b>
<b>Risque:</b> - Construction of 100km rural roads - Rehabilitation of existing Dams (above 15 meters high)	Élevé	Substantiel
<b>Mesures d'atténuation:</b> An environmental and social management framework has been developed. In addition, the project will produce site/activity specific ESMF/ESIA in accordance with national policies and frameworks and IFAD guidelines. Contractors will employ Health, Safety and Environment officers and be guided by Job Hazard Analysis for every construction activity. These measures are integrated in the ESMF to be implemented		
<b>Risque:</b> Depletion of the Aquifer and Soil degradation	Élevé	Moyen

<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>In the case of surface layers, they can be reconstituted whereas; plant cover created will enable soil conservation. Irrigation will be done in accordance with International technical guidelines and standards. The developments will be carried out by contour line, which will reduce land degradation. These measures are integrated in the ESMF to be implemented</p>		
<p><b>Risque:</b></p> <p>Deforestation of land for construction, hydro-agricultural development and then erosion</p>	Élevé	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The beneficiaries will benefit from training on erosion control in the framework of market gardening and Farmer Field Schools. With respect to rain-fed agriculture, the project plans to train on better use of available water as well as in the use of rain-crop residues. In terms of raising awareness on environmental issues, the project provides for the creation of "Open Days" which will promote the exchange of information, discussions and debates on themes of interest to the whole community, notably environmental, and with the various categories of actors, including waters and forests.</p>		
<p><b>Risque:</b></p> <p>Depletion of the Aquifer, Conflicts and competition for access to developed areas and Land tenure insecurity in developed areas</p>	Moyen	Faible
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The beneficiaries will be trained in sustainable land and water management integrated into the environmental monitoring system, in addition to other monitoring systems set up by PRAPAM</p>		
<p><b>Risque:</b></p> <p>Lack of appropriate consultation and compensation connected to clearing and loss of agricultural land due to the construction of new tracks/roadways.</p>	Élevé	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The project will comply with the compensatory provisions in force in CAR and IFAD requirements and follow the principle of free, prior and informed consent of all stakeholders</p>		
<p><b>Risque:</b></p> <p>Soil degradation, landscape modification and green cover destruction.</p>	Élevé	Moyen

<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The activities will be carried out in compliance with the regulations on construction of works. A "green" environment is planned around this infrastructure, notably by planting trees.</p>		
<p><b>Risque:</b></p> <p>Water and land pollution by pesticides and fertilizers</p>	Moyen	Faible
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The integrated pest and management plan training will focus on the rational use of inputs in an environmental, economic and healthy manner. Soil enrichment with organic matter will improve water retention in the plot as well as soluble inputs. It will also look at aspects relating to the rational use of water, the use of manure and more generally the techniques, which limit the recourse to chemical products. Exchanges on crop diversification will also help to ensure the sustainability of production by not impoverishing the soil. It will also promote water-saving watering systems as well as the creation of compost bins to enrich the soil.</p>		
<p><b><i>Vulnérabilité du projet aux impacts des changements climatiques</i></b></p>	<b><i>Élevé</i></b>	<b><i>Substantiel</i></b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Exposure to droughts, overflowing of rivers leading to flooding, high temperatures, which promote wilting, increase in the prevalence of pests and diseases, and reduction in aquaculture activities because of drought.</p>	Élevé	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The project will invest in climate information and robust early warning systems to provide accurate, reliable and timely climate information needed to reduce losses and damages resulting from climate-related extreme weather events, increasing the resilience of vulnerable populations and enhancing the capacity of local rural communities to adapt to future changes in climate. At the agro-pastoral CEP level, the project will introduce short-cycle seeds that are more resilient to the effects of climate change.</p>		
<p><b>Portée du projet</b></p>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<p><b><i>Pertinence du projet</i></b></p>		<b><i>Aucun risque anticipé</i></b>
<p>Le projet est tres pertinent dans le context du pays ou les infrastructures ont ete detruites par la guerre</p>		

<b>Solidité technique</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Concurrent management of two operations, PRAPAM and PADECAS, financed by different institutions, may be a cause for bottlenecks.</p>	Substantiel	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Institutional arrangement put in place has defined many safeguard measures.</li> <li>- Special AWBP procedures are defined and will be further elaborated in project manuals.</li> <li>- Provision of technical Assistance to the PMU for the management of the project.</li> <li>- AfDB will provide its expertise in Infrastructures project implementation</li> </ul>		
<b>Capacités institutionnelles d'exécution et de viabilité</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<b>Modalités d'exécution</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Weakness in Ministry's ability to coordinate two projects with complementary goals</p>	Substantiel	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Set up dedicated committee to review AWBP for the two projects prior to steering committee</li> <li>- Set up coordination mechanism at the regional level, in the field</li> </ul>		
<b>Suivi-évaluation des dispositifs</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Inability of ministries and institutions in charge of monitoring and evaluation (M&amp;E) to ensure timely assistance, follow up and effective M&amp;E.</p>	Substantiel	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacity training for the RPCA secretariat, the ministry in charge of planning, and the implementation ministries</li> <li>- Support provided to national coordination mechanism for the agricultural sector.</li> </ul>		
<b>Gestion financière du projet</b>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<b>Organisation et dotation en personnel du projet</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>

<p><b>Risque:</b></p> <p>The overall project coordinator will be the PRAPAM AfDB coordinator which is a key risk in case of disagreement. In the past, the recruitment of skilled financial management personnel has proved difficult in Bangui, and significant fiduciary risks have materialised in the relationship with implementing partners. Unsatisfactory performance of implementing partners in the past associated with weak internal controls and governance.</p>	Substantiel	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>A clear separation between the roles and responsibilities of the PRAPAM Project Implementation Unit staff should be defined at design. The common Project Implementation Manual to be prepared in the design process needs to respect IFAD guidelines and policies. High attention should be paid to the text of MoUs with implementing partners concerning, reporting, governance and fiduciary clauses. The COSOP 2020-2024 highlighted the need for project design to consider internal audit arrangements for projects and instil an anticorruption culture.</p>		
<p><b>Budgétisation du projet</b></p>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Risque que les dépenses budgétisées ne soient pas réalistes, qu'elles ne soient pas préparées ou révisées en temps voulu et qu'elles ne soient pas exécutées de manière ordonnée et prévisible, ce qui se traduit par des fonds non disponibles au moment voulu, des coûts non admissibles, une réaffectation des fonds du projet et une lenteur d'exécution.</p>	Élevé	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>Ensure the disbursement plan is linked to and correlated with the AWPB Ensure the AWPB is finalized with IFAD's non objection by December 31</p>		
<p><b>Flux de fonds et procédures de décaissement du projet</b></p>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Risque que les fonds provenant de plusieurs bailleurs de fonds soient décaissés en retard en raison de la lourdeur des mécanismes de trésorerie ou de l'incapacité des centres de coût du projet et des prestataires de services à justifier les avances antérieures, entraînant ainsi des retards d'exécution.</p>	Élevé	Substantiel

<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>A trimester-based disbursement plan will be set up on the designated account  Trainings will be held on service providers and implementation partners on procedures regarding justification of advances</p>		
<p><b>Contrôles internes du projet</b></p>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Risque de non-contrôle des fonds du projet, ce qui entraîne une utilisation inefficace ou inappropriée des ressources du projet.</p>	Élevé	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>An internal audit system will be set up which must be handled by a firm for year 1 and year 2 of the project implementation to set the correct standards  Separation of responsibilities and tasks will be laid out in the PIM and monitored</p>		
<p><b>Information comptable et financière du projet</b></p>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Risque que les systèmes comptables – notamment les politiques et les normes – ne soient pas intégrés et fiables, entraînant des inexactitudes dans les documents financiers, et que des dossiers raisonnables ne sont pas préparés, publiés et stockés, ce qui entraîne un manque de prise de décision éclairée.</p>	Substantiel	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>Rapid installation of FM software at startup and training of users  Provision of technical assistance in the contract with software manager  The proper calibration of the software will be ensured in order to generate appropriate independent finance reports</p>		
<p><b>Audit externe du projet</b></p>	<b>Moyen</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Risque qu'un contrôle indépendant et compétent des états financiers du projet ne soit pas mis en place ou effectué en temps utile, ce qui pourrait entraîner une présentation inexacte des résultats financiers, une suspension ou encore d'autres mesures pour non-respect des règles.</p>	Moyen	Moyen

<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>Selection of audit firms with high experience at regional level as early as possible Ensure the verification of at least 2 contracts with implementation partners during each annual audit exercise</p>		
<b>Passation des marchés relatifs au projet</b>	<b>Élevé</b>	<b>Moyen</b>
<b>Cadre juridique et réglementaire</b>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Procurement Monitoring - Lack of viable monitoring mechanism for procurement (No data available on procurement activities in terms of number of bidding process by methods and category from the National Directorate in charge of procurement monitoring and control. Only 2010 PEFA is available and does not allow assessment).</p>	Élevé	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>At the project level, ensure that all data and information related to procurement (including methods and category) is processed and made available to the public.</p>		
<b>Responsabilité et transparence</b>	<b>Élevé</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lack of information on procurement process. (2010 PEFA for CAR, which is available, does not contain information on eligibility criteria. These data must be available on Pillar 19 of the PEFA which gives an A rating but this does not reflect the current situation and publications have stopped.)</li> <li>- Lack of data on procurement competition and results</li> </ul>	Élevé	Moyen

<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- At project level, ensure the recourse mechanism adheres to national procedures and IFAD rules, and results are publicly disclosed.</li> <li>- At project level, ensure a disclosure system is put in place for procurement of goods, services and works, including with respect to cases of fraud and corruption. Ensure application of IFAD policy on fraud and corruption.</li> </ul>		
<b>Capacités en matière de passation des marchés publics</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>

<p><b>Risque:</b></p> <p>there are very weak capacity in the Government institutions coupled with corruption practices.</p>	Substantiel	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The UCP will be reinforced with adequate capacities and partnerships with well established organisations such as WFP and UNOPS will help in the procurement. IFAD will accompany the teams with appropriate tools.</p>		
<b>Processus de passation des marchés publics</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Risque que les processus de passation de marchés et les structures de marché (méthodes, planification, appels d'offres, attribution et gestion des marchés) soient inefficaces ou anticoncurrentiels, entraînant une mauvaise utilisation des fonds du projet ou une mise en œuvre non optimale du projet et une réalisation insuffisante de ses objectifs.</p>	Substantiel	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>A PPM will be elaborated and implemented with support of adequate expertise</p>		
<b>Impact environnemental, social et climatique</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<b>Conservation de la biodiversité</b>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Biodiversity loss of endangered and vulnerable plant and animal species because of deforestation</p>	Élevé	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The project will implement the country's policy and strategy in this regard in line with IFAD guidelines. It will design and implement activities to improve information sharing, education and communication strategy, knowledge of biodiversity, promotion of new and renewable energies. The capacity of the beneficiaries will also be built to identify endangered and vulnerable species to enhance conservation.</p>		
<b>Efficience des ressources et prévention de la pollution</b>	<b>Moyen</b>	<b>Faible</b>

<p><b>Risque:</b></p> <p>Water and land pollution by pesticides, fertilizers and use of propagation methods which lead to waste of inputs</p>	Moyen	Faible
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The climate and environment training will focus on the rational use of inputs in an environmental, economic and healthy manner. Soil enrichment with organic matter will improve water retention in the plot as well as soluble inputs. The CEP with a vegetable vocation will integrate the questions of CES as well as the aspects relating to the rational use of water, the use of manure and more generally the techniques, which limit the recourse to chemical products. Exchanges on crop diversification will also help to ensure the sustainability of production by not impoverishing the soil. It will also promote watersaving watering systems as well as the creation of compost bins to enrich the soil. In addition, the beneficiaries will also be trained on more efficient propagation methods other than broadcasting of seeds.</p>		
<b>Patrimoine culturel</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Such activities could lead to communal and religious conflicts and destruction of</p>	Substantiel	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>In addition to the cultural and religious sites in the communities, the project will not implement in areas which are of cultural significance including; the 3 National Parks, the 7 Wildlife Reserves, the Biosphere Reserve, 4 Ramsar Sites, 4 Hunting Areas, and the World Heritage Site.</p>		
<b>Peuples autochtones</b>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Forceful migration, exclusion of the most vulnerable communities including the pygmies</p>	Élevé	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The project will comply with the compensatory provisions in force in Chad as a mitigation measure and following the principles of free, prior and informed consent of all stakeholders</p>		
<b>Conditions de travail</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Substantiel</b>

<p><b>Risque:</b></p> <p>Migration as a result of the effects of climate change and the employment of underage persons as well as child labor and child soldiers</p>	Substantiel	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The project will not invest in areas with high likelihood of experiencing this type of migration and will not employ child labour. Provisions will be made for appropriate personal protective equipment, while the beneficiaries will be trained on health, safety and environment.</p>		
<p><b>Santé et sécurité communautaires</b></p>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Exposure to epidemics and pandemics which could lead to sickness, death, loss time injury, loan default and in extreme cases, project closure. With the COVID -19 exposure is very high</p>	Élevé	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>Beneficiaries will be trained on WASH, and the use of Personal Protective Equipment. Health emergency reporting structures and channels will be setup to mitigate this risk.</p>		
<p><b>Réinstallation et réinsertion économique des populations</b></p>	<b>Élevé</b>	<b>Substantiel</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Forced migration because of work on infrastructure</p>	Élevé	Substantiel
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>In the event that such situations occur, the project will comply with the compensatory provisions in force as a mitigation measure following the principles of free, prior and informed consent of all stakeholders</p>		
<p><b>Émissions de gaz à effet de serre</b></p>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Increase in GHG from Rice production and Animal production</p>	Substantiel	Moyen

<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>To ensure that the activities within rice and animal production do not increase the GHG emissions, techniques like alternate wet and drying method and urea deep placement will be implemented while broadcasting of inorganic fertilizers will be discouraged. Integrated pest and disease management will ensure that agrochemicals are effectively applied and the wastes properly disposed. The project will ensure that a proper fodder management system is put in place and animal dung is properly disposed or converted to biogas and organic matter.</p>		
<p><b><i>Vulnérabilité des populations cibles et des écosystèmes aux fluctuations et aléas climatiques</i></b></p>	<b><i>Élevé</i></b>	<b><i>Moyen</i></b>

<p><b>Risque:</b></p> <p>Droughts, flooding, wilting, pests and diseases, and loss of livelihood</p>	Élevé	Moyen
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>The project will ensure that hybrid seeds which are resistant to pest and diseases, tolerant to drought and flooding are distributed. Smart weather devices and other forms of climate information dissemination will also be provided to the beneficiaries. Gainful partnerships with reputable organizations like the FAO will be pursued to ensure that the capacities of the beneficiaries are built to increase their resilience to the impacts of climate variability and hazards.</p>		
<p><b>Parties prenantes</b></p>	<b>Moyen</b>	<b>Faible</b>
<p><b><i>Coordination/participation des parties prenantes</i></b></p>	<b><i>Moyen</i></b>	<b><i>Faible</i></b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Coordination and harmonisation of activities in the field may pose constraints due to conflicting interests</p>	Moyen	Faible
<p><b>Mesures d'atténuation:</b></p> <p>- Appropriate information channel from project towards stakeholders - Involvement of local authorities and communities in targeting process and implementation</p>		
<p><b><i>Doléances des parties prenantes</i></b></p>	<b><i>Moyen</i></b>	<b><i>Faible</i></b>
<p><b>Risque:</b></p> <p>Social discrimination not allowing consideration of complaints from marginalised people</p>	Moyen	Faible

<b>Mesures d'atténuation:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Targeting strategy focused to marginalised people</li><li>- Project network for consideration of complaints</li><li>- Set up project Antennas in the field</li></ul>		
--	--	--